

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL /n° 87/JUILLET 1981/3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

AVEC LA GAUCHE, L'AUSTERITE EST TOUJOURS AU POUVOIR

"LES GENS ATTENDENT AUTRE CHOSE", TELLE EST LA CONSTATATION GENERALE. MAIS QUOI ? SE PLIERONT-ILS, DANS CE CONTEXTE DE CATASTROPHE MONDIALE DU CAPITALISME, AUX BE-SOINS DE LEUR "CAPITAL NATIONAL", BERNES PAR LES ARGUMENTS DE LA GAUCHE ? CROI- RONT-ILS POUVOIR ATTENDRE "LE SOCIALISME" EN SE CONTENTANT DES QUELQUES MESURES DEMAGOGIQUES QUI PRECEDENT LE COUP DE BATON ?

LES ILLUSIONS SUR UN LENDEMAIN RADIEUX NE SONT GUERE REPANDUES AUJOURD'HUI. MAIS ON EST AU STADE D'ESPERER UN "MOINS PIRE", QUI RECULE ENCORE QUELQUE TEMPS LE MOMENT OU LA QUESTION D'UNE LUTTE DECIDEE CONTRE LES BASES DE CE SYSTEME SERA INEVITABLE. CE "MOINS PIRE", IL N'ARRIVERA PAS AVEC LA GAUCHE. AVEC OU SANS ELLE, CE SERA UN PIRE. ET LA GAUCHE AURA DU MAL A MAINTENIR SES QUELQUES ARGUMENTS IDE- OLOGIQUES FACE A UNE REALITE QUI S'IMPOSE A LA SOCIETE : LE SYSTEME CAPITALISTE S'ENFONCE DANS UNE CRISE DONT RIEN NE PEUT LE SORTIR. SEULE LA CLASSE OUVRIERE, EN LE DETRUISANT PEUT OUVRIR UN AVENIR A L'HUMANITE.

● Déjà à peine installée au pouvoir, on voit que, pour soigner son image de marque, la gauche a lâché quelques symboles pour entre- tenir son "état de grâce" : un BLUFF à peine cru, juste pour entretenir un semblant d'en- thousiasme. Il en fallait, pour arriver à ac- crocher les gens à quatre dimanches électo- raux consécutifs, et à trois mois de campagne obsédante à travers tous les médias. Que sont ces appâts ?

troublent pas l'ordre public" (pas de grèves, attention !). Les autres ? Ils sont un poids pour l'économie, ils prennent le travail aux français, ils sont une source d'insécurité permanente, ils volent, tuent, ils se dro- guent... c'est bien ce que nous ont toujours dit le PC et le PS. Qui a "su agir" à Vitry ? Qui s'est toujours battu pour qu'il y ait plus de flics dans les cités ? Qui défend "le fran- çais" contre "l'étranger" ?

pressant que la droite. Au contraire, il est plus systématisé, mieux dirigé, et pour cause : pour avoir été chargée depuis si longtemps d'asphyxier la lutte prolétarienne, elle sait exactement où sont les vrais dangers pour l'Etat. N'est-ce pas le PS qui a créé un corps de répression spécialisé dans la lutte contre les mouvements sociaux, les CRS ? Si certains parlent de les dissoudre aujour- d'hui, c'est sans doute pour instaurer un nou- veau corps, plus spécialisé, mieux équipé ! Les premières réactions des syndicats face aux grèves actuelles sont parlantes de l'atti- tude de la gauche : "Nous ne sommes pour rien dans l'initiative, ce sont les mineurs eux-mêmes qui ont choisi. Les vieux réflexes ont joué spontanément, ils joueront ailleurs. Nous devons réfléchir aux nouvelles conditions créées, peut-être ne plus nous jeter tête baissée dans les grèves. A partir de maintenant, nos têtes devront fonctionner plus qu'avant, et de façon différente" ("Libération", 26 juin) dit la CGT lors de la grève récente des mineurs d'uranium,

suite p. 2

PLUS D'EXPULSION D'IMMIGRES ?

Tel fut le premier ballon d'essai de la gau- che. Alors là, ils y sont allés fort ! Quand on regarde de plus près, ce ne sont que les "immigrés nés en France" et encore, s'ils "ne

LES PARTIS DE L'ORDRE

La gauche, ce n'est pas plus de "tolérance" ; ce n'est pas moins de flics dans les rues. Ce n'est pas un contrôle étatique moins op-

HORS DES ILLUSIONS ELECTORALES, LA LUTTE DE CLASSE MONDIALE

● En France, on assiste, sous l'impulsion de la gauche, à une polarisation autour des thèmes mystificateurs de "solutions natio- nales" à la crise.

Pourtant, la lutte de classe qui se déve- loppe à travers le monde tend à poser les problèmes à un tout autre niveau : aux USA, en Argentine, au Chili, au Maroc, en Algé- rie, en Chine, en Afrique du Sud ou en Inde, comme à l'Est où la tension est amplifiée par la mobilisation des ouvriers polonais, c'est une même classe ouvrière qui se bat contre une même crise.

Cette évolution exprime une situation gé- nérale que nous analysons ainsi dans notre rapport sur la lutte de classe au 4ème Con- grès du CCI (Revue Internationale n°26) :

"Pour le prolétariat, la perspective d'une "solution" à la crise à l'intérieur du capitalisme, qui a pu désorienter et freiner sa lutte au cours des années 70, laisse le pas à une amère réalité d'une dé- gradation permanente, absolue et radicale

de ses conditions d'existence. Chaque fois plus la misère que lui impose le capitalis- me cesse d'être un simple phénomène quanti- tatif pour devenir une réalité QUALITATIVE de dégradation, insécurité et humiliation de l'ensemble de son existence...

La situation actuelle de la conscience de classe peut être formulée ainsi : les ouvriers ressentent instinctivement l'énor- me gravité du moment historique, l'énorme responsabilité que contient chaque lutte, la réalité de chaque lutte doit affronter une concentration et une combinaison maximales d'armes que l'ennemi peut opposer, et la précarité des armes de lutte avec lesquel- les ils peuvent compter ; tout cela pousse vers une certaine paralysie, vers un pro- cessus de réflexion donnant une atmosphère de doutes qui n'est pas exempte de désorien- tation...

Cette situation de maturation difficile contient de grands dangers. En face, la

suite p. 4 et 5

**"mais pour les
proletaires qui se
laissent amuser par
des promenades
ridicules dans les
rues, par des
plantations d'arbres
de la liberté, par des
phrases sonores
d'avocats, il y aura
de l'eau bénite
d'abord, des injures
ensuite, de la
mitraille enfin, de la
misère toujours!"**

Blanqui

SOMMAIRE

-RELANCE DE LA CONSOMMATION?	P.2
-MINISTRES PC AU GOUVERNEMENT	P.2
-DEBAT SUR LA "GAUCHE DANS L'OPPOSITION"	P.3
-LUTTES DE CLASSE DANS LE MONDE :	
POLOGNE, USA, MAROC, CHINE	P.4 ET 5
-4EME CONGRES DU CCI	P.7

l'austérité est toujours au pouvoir

suite de la page 1

grève qui a éclaté spontanément au lendemain même du 2e tour des législatives.

Attention aux réflexes de lutte ! Avec la gauche, il faut faire fonctionner sa tête différemment et laisser "sa chance" au gouvernement pour qu'il puisse essayer de maintenir l'ordre, l'ordre du système capitaliste, l'ordre de son exploitation sur la classe ouvrière, et avec cet "ordre", la "rigueur" qu'impose la crise.

LE CHOMAGE ; LES 35 HEURES

Grande mesure : création de 50 000 emplois. Mais qu'est ce que c'est quand il vient d'y avoir des milliers de licenciements au mois de mai, quand les évaluations prévoient immé-

diatement des réductions de milliers d'ouvriers dans le seul secteur de l'automobile, quand les prévisions annoncent deux millions de chômeurs en janvier prochain.

On voit déjà les premiers signes avec la fermeture prévue de Boussac (20 000 licenciements annoncés sans compter la sous-traitance) et les 10 000 suppressions d'emploi qui vont avoir lieu dans la sidérurgie.

Partout dans le monde, que ce soit avec des gouvernements de droite ou de gauche, les investissements baissent, les industries licencient, l'inflation galope. La crise est MONDIALE et on ne peut créer en nul endroit du globe un havre d'amélioration des conditions de vie.

A plus long terme, l'appât qu'a trouvé la gauche pour faire accepter l'austérité peinte en rose, c'est "les 35 heures" pour "mieux répartir le travail" et lutter contre le chômage. Balivernes ! Ils donneront 38, 37 heures dans des secteurs où la production ne nécessite déjà pas plus d'heures de travail, parce que les ventes s'effondrent et que les stocks d'inventus s'accumulent, ceci accompagné ... d'une forte réduction de salaire.

Quant aux "nouveaux emplois", il n'y en aura pas réellement parce que le capitalisme ne produit que pour vendre, avec ou sans la gauche au pouvoir (voir l'article sur la soi-disant "relance de la consommation" qui permettrait de vendre).

Derrière les "très longues et dures" négociations actuelles sur la réduction du temps de travail entre le CNPF et les syndicats, ce qui se prépare, en fait, c'est le show destiné à faire passer une violente réduction du salaire réel des "privilegiés" qui ont ENCORE du travail.

PLOGOFF, LE LARZAC : DE LA POUDRE AUX YEUX

En faisant des opérations publicitaires sur les symboles de certaines luttes (Plogoff,

Larzac), ils s'appliquent à faire oublier les autres chantiers nucléaires, leur défense totale de la bombe atomique et du renforcement de l'armée.

La nouvelle équipe gouvernementale essaie de se faire passer pour "pacifique" et "humanitaire" en supprimant les envois d'armes à l'Afrique du Sud, mais elle continue les livraisons massives à d'autres pays du Tiers-Monde : que ferait le capital national sans ces débouchés ?

Qui croit encore à leurs déclarations "unies", PC-PS sur la "non-ingérence", la défense du Tiers-Monde, condamnant l'URSS en Afghanistan. Il faut avoir courte mémoire pour oublier que la gauche se dit "plus nationaliste et plus patriote" que la droite (à preuve, leurs médailles de la "résistance" où ils furent les plus efficaces pour enrôler les prolétaires dans la guerre impérialiste). Pour oublier qu'elle est prête à assurer la "défense et le rayonnement de la patrie" à coups d'interventions à la "Kolwesi" s'il le faut. Il ne faut pas se faire d'illusions, ce sont des gens qui ont du "métier" : c'est sous les ordres d'un ministre communiste (Charles Tillon) que l'aviation française a bombardé les révoltes anti-coloniales de Sétif à l'époque de "l'Algérie française". C'est sous les ministères de Monsieur Mitterrand (à "La France d'Outre-mer", à "L'intérieur" et à "La justice") que l'Algérie fut "pacifiée" dans le feu et dans le sang.

AVEC OU SANS LA GAUCHE, LE CAPITALISME N'A PAS D'AVENIR

Les "changements" de la gauche sont de la poudre aux yeux, un rideau de fumée pour cacher la réalité du monde d'aujourd'hui : un monde où un million de dollars par minute passe dans l'économie de guerre, pendant que 800 millions d'êtres humains sont réduits à la famine et où le double n'a que le minimum de survie ! Un monde où le chômage avance à grands pas avec son cortège de misère dans les pays industrialisés, alors que tous les moyens matériels existent pour éliminer définitivement toute pénurie sur la planète.

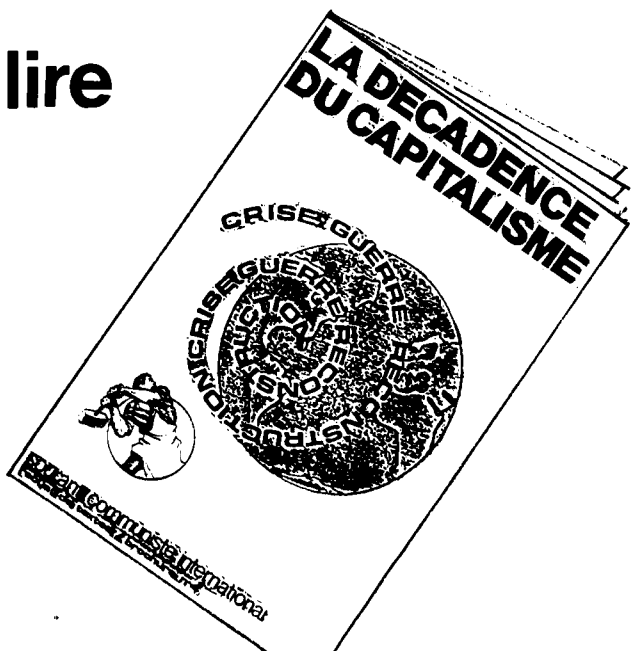
Le capitalisme américain s'effondre après avoir joué pendant 5 ans un rôle de "locomotive". Les conséquences sur le reste du monde ne font que commencer à se faire sentir. Cheysson (ministre "des Relations extérieures") l'avait bien en tête lorsqu'il a prévenu, lors de son voyage à la Maison Blanche : "attention, si vous continuez, vous aurez des luttes sociales en Europe".

Les lois économiques du capitalisme sont impitoyables. Tout ce que peut faire la gauche, c'est essayer de faire oublier l'ampleur du désastre, en polarisant l'attention sur des mesures mesquines, sur "La France", pour empêcher une prise de conscience de la gravité de l'enjeu historique qui est ouvert aujourd'hui.

Mais ce sera la violence de la tourmente de la crise économique elle-même qui se chargera de briser en mille morceaux les lunettes roses que la gauche essaie de faire porter aux exploités.

D.N.

lire



MINISTRES PC AU GOUVERNEMENT

● Pour un parti politique bourgeois, participer au gouvernement capitaliste, c'est le but même de son activité.

Cependant, participer au gouvernement n'est pas toujours une fonction qui renforce l'influence et la crédibilité d'un parti. Dans les périodes de prospérité économique, lorsqu'on peut trouver du travail, un logement..., gouverner peut renforcer le prestige des partis à la tête de l'Etat.

Mais dans une période comme celle que nous vivons, caractérisée par une tendance mondiale au développement des luttes sociales et en particulier des luttes ouvrières, telle en Pologne, une période qui avance de plus en plus vite au rythme de la crise économique, dans une telle période, la fonction gouvernementale use de plus en plus rapidement la crédibilité populaire de ceux qui l'exercent.

Gouverner aujourd'hui, c'est "faire passer" des licenciements massifs, c'est faire accepter une diminution du niveau de vie, c'est affronter de plus en plus quotidiennement des mouvements de révolte sociaux.

Pour le PC, "le parti révolutionnaire", "le parti des travailleurs", celui qui contrôle la plus importante centrale syndicale du pays, passer au gouvernement aujourd'hui est un pis-aller : le "parti des travailleurs" en train de justifier le chômage... ce ne sera pas chose facile sans se dévoiler. Et pour le capital, à quoi servira-t-il le jour où il n'aura plus de force de contrôle sur les travailleurs ?

A longwy-Denain, les syndicats avaient déjà perdu le contrôle de la situation. Ce fut un débordement bref, mais aussi violent que significatif. Que serait aujourd'hui un nouveau mouvement avec le PC et le PS à la tête des forces de répression ?

L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, l'effondrement du mythe des Etats ouvriers sous la force des luttes ouvrières en Pologne, ont porté de sérieux coups aux mensonges que les PC distillent dans la classe ouvrière depuis plus d'un demi-siècle. Plus récemment, les campagnes du PC contre les travailleurs immigrés en France ont encore fait tomber des masques. Le PCF apparaît de plus en plus pour ce qu'il est.

Son passage au gouvernement ne pourra qu'accroître cette tendance.

Beaucoup de politologues professionnels s'accordent à considérer que, s'il ne veut pas se suicider, le PC devra chercher une rupture glorieuse avec le PS pour revenir "radicalisé" dans une opposition plus ou moins accentuée au nom de la "défense des intérêts des travailleurs".

En mettant toutes ses forces de contrôle des ouvriers au gouvernement, la bourgeoisie sait qu'elle prend des risques en affaiblissant ses forces de contrôle "sur le terrain".

En 1937, un an après la montée au pouvoir de Blum, les socialistes créaient leur propre parti d'opposition pour ne pas laisser le monopole du terrain au PC (c'était la scission du PSOP de Marceau Pivert).

A l'heure actuelle, beaucoup d'éléments vont dans le sens d'une perspective de bouleversements qui porteront le PC hors du gouvernement et à des scissions de gauche dans le PS. Il faut quelqu'un pour jouer le rôle de "dirigeant des luttes" pour en couper la force.

Les manœuvres politiques du capitalisme en crise parviendront-elles à se mettre en place et à briser la montée de la révolution ?

La réponse n'est pas dans leurs mains. Elle est dans celles du prolétariat.

D.V

RELANCE DE LA CONSOMMATION

mensonges et illusions

● Toutes les promesses du nouveau gouvernement reposent sur un mythe : la possibilité de faire une relance durable de l'économie en augmentant la consommation populaire.

Augmentez les salaires, augmentez l'emploi - disent les partis de gauche, et la demande des produits de consommation augmentera, entraînant une relance de la production.

Le PC et le PS mentent. Ils mentent pour semer des illusions et gagner du temps...

Il mentent en feignant d'ignorer que le capitalisme est un système d'exploitation. Ils dissimulent le fait que les lois de production capitalistes ne donnent aux exploités le droit de travailler et de consommer qu'à condition que leur maître, le capitaliste (privé ou étatique) puisse vendre avec profit le produit de leur travail. L'ouvrier n'est consommateur ou acheteur qu'à condition qu'il produise un profit, un surtravail, un surplus de marchandises par rapport à celles qu'il peut consommer avec son salaire. L'ouvrier doit produire plus qu'il ne consomme. Sinon il n'est pas rentable.

Le capitalisme ne produit pas pour le bien-être des hommes. Il produit pour accumuler du capital. Si les ouvriers consommaient directement ou indirectement TOUT ce qu'ils produisent, c'est à dire si la production était COMMANDEE essentiellement par la consommation des travailleurs, ce serait magnifique et il n'y aurait plus de crise. Mais ce ne serait plus du capitalisme.

Dans le capitalisme, ce n'est pas la consommation populaire qui est le moteur, la locomotive de la production (pourquoi sinon y aurait-il 2 hommes sur 3 sur la planète

qui vivent dans la misère la plus extrême ?)

Le moteur de la production capitaliste, c'est le profit. Et la condition première du maintien de ce profit, c'est d'être "compétitif" sur le marché.

Etre compétitif, face aux autres capitalistes, c'est être capables de vendre le même produit qu'eux à des prix inférieurs. Pour cela, il faut baisser les coûts de production, dont un des plus importants est celui de la main-d'œuvre. Pour l'entreprise "Franco" - qui importe 1/4 de sa production et exporte autant -, l'augmentation de ses coûts salariaux ne serait rien d'autre qu'un handicap dans la concurrence mortelle qui l'oppose aux entreprises "Japon", "USA", etc, aussi bien sur le marché mondial que sur son propre territoire.

La "relance de la consommation" est un mensonge de marketing politique. Dès son installation, le gouvernement a commencé à le démontrer. L'augmentation du SMIG ? On parlait de 20% à 25% avant les élections : ce fut 10%. Explication des nouveaux ministres : "il faut gagner la bataille du Franc." La bataille du Franc, c'est quoi en fait, si ce n'est la compétitivité des marchandises "made in France".

Le capitalisme est un système d'exploitation. La survie du capitalisme, c'est la survie et l'intensification de l'exploitation. L'oublier c'est se bercer d'illusions.

La gauche ne va ni relancer la consommation, ni la production. Elle ne va pas abandonner la politique d'austérité. Sous d'autres mots, ce sera la même réalité.

D.N

"GAUCHE DANS L'OPPOSITION" ET CRISE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

L'ORGANISATION DES COMMUNISTES, CONTRAIREMENT A LA CONCEPTION DEFENDUE PAR DES COURANTS REVOLUTIONNAIRES SCLEROSÉS, N'EST PAS MONOLITHIQUE. LES DIVERGENCES QUI Y APPARAISSENT SONT UNE MANIFESTATION D'UN CORPS VIVANT ET LES DISCUSSIONS AUXQUELLES ELLES DONNENT LIEU NE RELEVANT PAS SEULEMENT DE SA VIE INTERNE OU "PRIVEE", MAIS CONCERNENT TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE.

C'EST EN CE SENS QUE NOUS PORTONS ICI A LA CONNAISSANCE DE NOS LECTEURS LES ELEMENTS D'UN DEBAT QUI SE POURSUIT DANS NOTRE ORGANISATION AUTOUR DE L'ANALYSE DE "LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION". (comme nous le faisons également dans la Revue Internationale n°26).

L'ARTICLE DU CAMARADE CHENIER, QUI EXPRIME UNE POSITION MINORITAIRE DANS LE CCI, CRITIQUE NOTAMMENT L'ANALYSE FAITE DANS LE n°68 DE RI SUR LES ELECTIONS DE MITTERRAND EN FRANCE. LA REPONSE QUI EST FAITE A CET ARTICLE, EN DEFENSE DE LA POSITION DE L'ORGANISATION, NE SE PROPOSE PAS DE REVENIR SUR LE FOND DE L'ANALYSE DE LA GAUCHE DANS L'OPPOSITION (AMPLEMENT DEVELOPPEE DANS LES COLONNES DE RI ET DANS LA REVUE INTERNATIONALE) MAIS ABORDE ESSENTIELLEMENT LE PROBLEME DU CADRE ET DE LA METHODE D'ANALYSE AINSI QUE CELUI DE L'IMPACT DE LA CRISE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE SUR SES ORIENTATIONS POLITIQUES FACE AU PROLETARIAT.

1er texte

● Dans l'article "La crise politique de la bourgeoisie" paru dans le n° précédent de R.I., est défendue la thèse selon laquelle la prise en main du gouvernement par la fraction socialiste de l'appareil politique de la bourgeoisie française serait un "accident", un "faux pas" qui devrait "être mis au compte d'un certain nombre de faiblesses spécifiques à la bourgeoisie française qui ne concernent pas tellement son économie mais sa sphère politique". L'article justifie de cette manière les positions précédentes prises par notre presse qui avait notamment annoncé une défaite "voulue" de Mitterrand aux élections.

Au delà du fait ponctuel de la victoire électorale du PS qui semble démentir l'analyse développée par notre organisation, il est nécessaire de réévaluer la logique qui se tient derrière l'article du camarade F.M. Jusqu'à présent, notre analyse de l'activité politique de la bourgeoisie tenait dans ce raisonnement :

"Face à la montée de la lutte de classe, la bourgeoisie sera de plus en plus contrainte de mettre ses partis de gauche dans l'opposition puisque c'est là où se situe leur rôle historique spécifique : encadrer et dévoyer les luttes prolétariennes".

Dans l'absolu, cette hypothèse est évidemment correcte : la bourgeoisie face au prolétariat possède un atout fondamental qui réside dans la gauche et les syndicats. Ces organes sont les derniers remparts du capital et ils ne peuvent assumer leur rôle jusqu'au bout que s'ils maintiennent l'illusion qu'ils luttent eux aussi contre le système avec la classe ouvrière. Au gouvernement, ils ne peuvent, en période de crise économique, qu'organiser ouvertement l'austérité et ils perdent ainsi leur crédit auprès des travailleurs (sans que cela n'amène automatiquement ceux-ci à s'engager dans la voie révolutionnaire, comme le prétendent mensongèrement les trotskystes...). C'est donc dans l'opposition que les partis de gauche sont THEORIQUEMENT les plus efficaces pour contrôler les mouvements de la classe ouvrière.

Mais il ne suffit pas de partir des besoins de la bourgeoisie pour bâtir une analyse des CAPACITES politiques de celle-ci. L'article de F.M. tente de faire coïncider la victoire de la gauche aux élections en France avec la thèse de la mise en place de la gauche dans l'opposition par la bourgeoisie au niveau MONDIAL. Cependant, cette thèse, telle qu'elle est défendue par l'article, comporte de nombreuses faiblesses.

Premièrement, l'article ne parvient pas à masquer le fait qu'il y a eu une sous-estimation des aspects spécifiques de l'appareil politique de la bourgeoisie française dans nos analyses antérieures. S'il y avait des faiblesses dans cet appareil, pourquoi ne pas en avoir tenu compte au moment où il s'agissait d'évaluer les possibilités politiques de la bourgeoisie avant les élections ? Par ailleurs, l'article évite de se poser la question pour les autres pays : va-t-on vers de tels types d'"accidents" en Italie ou en Grande-Bretagne ? En fait, en ce qui concerne la situation en France, il est faux de présenter l'élection de Mitterrand comme un "accident" dû à des faiblesses spécifiques. Bien au contraire, le Parti Socialiste a été reconstitué il y a dix ans pour suppléer à ces faiblesses dues à l'usure et à l'inadéquation de la tradition gaulliste. On peut dire que le centrisme giscardien a assuré l'intérêt gouvernemental en attendant que le PS ait la force d'assurer ces tâches gouvernementales indépendamment du P.C.F., chose qui n'avait pas été possible au moment de l'Union de la gauche. La thèse de la "radicalisation" du PS après la rupture du Programme Commun est un non-sens et a été démentie par toute la stratégie du PS depuis 1979 où a notamment été développée la

campagne sur Rocard destinée en fait à revaloriser le PS auprès des couches moyennes, des cadres qui conspuent l'électorat centriste; à la même époque, la CFDT pratiqua sa politique de "recentrage" préparant le terrain au PS.

Le fait que ce soit Mitterrand qui ait été finalement candidat est un point secondaire et il faut dire que ce personnage était bien plus digne de confiance pour l'ensemble de la bourgeoisie que l'ancien "gauchiste" Rocard, bien plus capable aussi de rassembler les suffrages "ouvriers"...

Tout cela montre la relative maîtrise de la situation par la bourgeoisie française permise par l'accalmie des luttes ouvrières depuis deux ans et non par une aggravation importante de sa crise politique comme l'envisage l'article. Certes, à terme, ce choix nécessaire de la bourgeoisie française risque de créer une situation explosive où le PCF et certains gauchistes comme Lutte Ouvrière se retrouveraient seuls pour casser les luttes de l'intérieur, mais pour l'instant, c'est le côté mystificateur de l'austérité "de gauche" qui risque momentanément de prendre le dessus et de paralyser la classe ouvrière. Qui peut dire qu'un nouveau gouvernement Barre aurait eu cette capacité ?

En fait, la mauvaise évaluation de la crise politique de la bourgeoisie en France provient d'une difficulté à définir les critères qui permettent de mesurer les capacités de la bourgeoisie face au prolétariat. Ce dernier ne lutte pas encore de façon unifiée au niveau mondial; il y a encore des niveaux de lutte différents suivant les pays.

Dans certaines zones, la bourgeoisie se doit de répondre au coup par coup (Pologne, Grande-Bretagne) car la lutte ouvrière est plus aiguë. Par contre, dans d'autres zones (Allemagne de l'Ouest, pays scandinaves) la bourgeoisie peut déployer une stratégie politique plus "préventive". Enfin, dans des pays comme l'Italie ou l'Espagne, on assiste plutôt à une difficulté croissante de la bourgeoisie à mettre au point une réponse homogène et cohérente face au danger prolétarien. Toutes ces facettes de la politique de la bourgeoisie démontrent qu'il n'est pas possible aujourd'hui de raisonner dans un schéma figé qui voudrait que la bourgeoisie déploie au niveau MONDIAL une réponse politique UNIQUE qui serait "la gauche dans l'opposition". De plus, les exemples de la Pologne, de la Grande-Bretagne, sans parler de la France, tendent plutôt à montrer que l'instabilité politique de la bourgeoisie va s'aggraver au fur et à mesure que la classe ouvrière va intervenir sur le terrain social. Et cela, parce que la bourgeoisie doit répondre à des nécessités contradictoires qui tiennent à la place des partis de gauche, à la question de l'Etat, à la période historique que nous traversons.

La difficulté, voire l'incapacité de la bourgeoisie à déterminer une stratégie d'ensemble homogène au niveau mondial face à la classe ouvrière ne vient pas d'un manque de volonté contre-révolutionnaire de sa part, mais d'une incapacité historique liée à l'effritement de ses appareils contre-révolutionnaires de gauche qui sont seuls capables de s'opposer à terme à la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. L'affaiblissement des syndicats, des capacités mystificatrices des partis stalinien et socialistes dû à la lente mais sûre reconstitution de la classe ouvrière comme force historique entrave les capacités politiques de la bourgeoisie. Ce phénomène est d'ailleurs un des facteurs essentiels qui a permis au prolétariat de repousser l'éclatement d'une troisième guerre mondiale.

2ème texte: (réponse)

● Nous tenons avant tout à nous excuser auprès de nos lecteurs de ne pouvoir répondre à tous les aspects soulevés par l'article de Chénier à cause du manque évident de place dont nous disposons dans un journal de 8 pages. De ce fait, nous allons nous attaquer à quelques questions qui nous ont paru fondamentales dans son article, et en premier lieu à :

L'ABSENCE DE CADRE ET DE METHODE D'ANALYSE

Chénier nous dit :

"La difficulté, voire l'incapacité de la bourgeoisie à déterminer une stratégie d'ensemble au niveau mondial face à la classe ouvrière... (vient) d'une incapacité historique liée à l'effritement de ses appareils contre-révolutionnaires de gauche..."

"...le parti socialiste a été reconstitué il y a dix ans pour suppléer à ces faiblesses dues à l'usure et à l'inadéquation de la tradition gaulliste. On peut dire que le centrisme giscardien a assuré l'intérêt gouvernemental..."

D'un côté, il clairoirne l'incapacité historique de la bourgeoisie, de l'autre il nous "démontre" la préméditation concertée de l'arrivée du PS au pouvoir. Par ailleurs, cet article conclut :

"La solution du PS au pouvoir était la meilleure carte que la bourgeoisie française pouvait jouer aujourd'hui..."; mais aussi :

"Certes, à terme, ce choix nécessaire... risque de créer une situation explosive".

Là, par contre, il semble que cette carte de la bourgeoisie (la gauche au pouvoir) soit à la fois la meilleure aujourd'hui et la pire puisque les perspectives qu'elle annonce sont catastrophiques.

Voilà quelques unes des contradictions que nous ne demanderons pas à Chénier de résoudre (la "dialectique" en a secouru bien d'autres avant lui), mais qui

pour nous prouvent à l'évidence ce qui est la lacune principale de sa position : l'absence d'un cadre d'analyse cohérent.

En effet, il nous présente la situation comme une somme d'éléments disparates, contradictoires, sans que l'on puisse trouver un lien réel entre eux, dans laquelle la bourgeoisie, mais surtout sa fraction de gauche est tantôt forte, tantôt faible, et cela qu'elle soit dans l'opposition ou au pouvoir; c'est selon!

A ne vouloir trouver que des contradictions à la bourgeoisie, Chénier finit par tomber sur celles de sa propre vision.

Pour nous, toute analyse marxiste s'appuie sur un cadre qui n'englobe pas seulement de vastes périodes comme l'ascendance et la décadence du capitalisme, ou même des périodes importantes marquées par un renversement dans le rapport de forces entre les classes comme une période révolutionnaire et une période contre-révolutionnaire, mais également des périodes plus réduites, délimitées par des modifications sensibles à l'intérieur d'un même rapport de forces. C'est dans ce sens, qu'avec FM (confert article : la crise politique de la bourgeoisie française, Ri n°86) nous affirmons que, depuis la reprise prolétarienne de 1968-70, les "années de vérité" (années 80) ont succédé aux "années d'illusion", et qu'à la tendance générale de la "gauche au pouvoir" a succédé celle de la "gauche dans l'opposition".

Il ne s'agit pas là d'une "thèse" ou d'un "schéma" abstrait, comme le croit Chénier, mais bien d'une analyse générale basée sur la réalité et l'évolution de la crise économique, de la lutte de classe et sur les nécessités vitales de la bourgeoisie dans cette réalité. C'est ce cadre qui nous permet de déterminer une tendance générale

suite p.6

Une des premières contradictions de la bourgeoisie vient justement de sa difficulté à maintenir la gauche dans l'opposition lorsque la crise économique s'approfondit : les partis de gauche, pour justifier leur existence auprès de la classe ouvrière, sont contraints d'aller au pouvoir. En effet, l'échec répété des luttes revendicatives qu'ils contribuent d'ailleurs à saboter sape leur influence puisqu'ils ne peuvent même plus se prévaloir de "victoires économiques" ! Par ailleurs, les partis de gauche sont les mieux placés idéologiquement pour tenter de recréer la société en crise et son Etat... Une fois au pouvoir, ils se retrouvent dans de nouvelles contradictions et sont contraints de revenir dans l'opposition pour ne pas se couper totalement du prolétariat lorsque celui-ci reprend sa lutte, etc...

Il y a donc une exacerbation des contradictions internes des partis de gauche qui sont de moins en moins capables de définir une orientation homogène. C'est cela qui est à la base des scissions et des éclatements au sein de la gauche depuis ces dix dernières années... Tout cela se répercute sur l'ensemble de l'appareil étatique de la bourgeoisie... C'est ce processus qui est "oublié" dans l'article du camarade F.M. qui n'envisage la bourgeoisie que comme un corps homogène, conscient et machiavélique (sauf en France !) capable de surmonter ses contradictions face au prolétariat alors que ce dernier les accentue !

Enfin, si pour la bourgeoisie, il se sera de plus en plus difficile de répondre à la question : comment arrêter les luttes de la classe ouvrière, comment battre le prolétariat ? Il est vital pour les révolutionnaires d'aider la classe ouvrière à évaluer les faiblesses de la bourgeoisie afin de savoir déterminer les perspectives poli-

tiques les plus claires possibles ! L'article de F.M. conclue trop vite à un affaiblissement de la bourgeoisie en France dû au "sacrifice prématuré d'une carte importante dans l'encadrement du prolétariat"; il n'est pas du tout évident que le PS va s'affaiblir dans les usines, outre le fait que le PS n'était pas jusqu'à présent une force fondamentale d'encadrement du prolétariat, sa présence au pouvoir risque d'accroître son impact idéologique auprès de certaines franges ouvrières estimant que leur adhésion au PS peut favoriser leurs revendications face aux patrons, cette illusion est d'ailleurs savamment entretenue par une frange importante du milieu gauchiste (trotskystes de l'OCI, de la L.C.R., certains maoïstes, le PSU...), milieu totalement oublié par l'article de F.M. !

S'il est vrai qu'à moyen terme, les contradictions au sein de la gauche risquent d'augmenter surtout s'il y a des luttes puissantes, la solution du PS au pouvoir était la meilleure carte que la bourgeoisie française pouvait jouer aujourd'hui face aux nécessités sociales et économiques compte-tenu de l'accalmie sociale de ces dernières années; cette attitude peut paraître un pari sur la "paix sociale". Mais, la bourgeoisie pouvait-elle faire autrement ?

Enfin, il faut noter que la question essentielle des revirements du PCF, des difficultés de celui-ci à définir une stratégie anti-prolétarienne pour le futur n'est pas abordée sérieusement par l'article de F.M., alors que cette question est une des clés pour l'avenir de la lutte de classe en France !

Pour toutes ces raisons, l'orientation de l'article de F.M. semble marquée par une incapacité à saisir la complexité de l'activité politique de la bourgeoisie et à interpréter correctement les faits réels.

9.6.81
Chénier

LA LUTTE DE CL

suite de la p.1

bourgeoisie agit de manière décidée, cherchant à isoler et à épuiser chaque surgissement de lutte, présentant ce qui est une maturation comme une défaite entraînant la démoralisation. Le danger existe ! Mais ce serait abdiquer face à lui que de ne pas voir la dynamique objective de luttes qui est en train de se développer et ne pas intervenir résolument pour transformer tout ce magma actuel d'anxiété, d'apathie apparente, de recherche, etc. en DEBUTS DE LUTTES qui accéléreront et fortifieront l'immense processus de luttes qui est en train de mûrir...

... Les luttes massives qui se préparent doivent avoir une conscience claire de la situation qu'elles vont trouver : elles ne vont pas conquérir des satisfactions

pologne

● Les derniers soubresauts de la situation en Pologne sont venus illustrer une fois de plus le fait que ce n'est pas de façon dispersée que les divers secteurs du capital au niveau national et international affrontent le prolétariat mais bien de façon coordonnée. Cela s'est révélé notamment à l'occasion du 11ème Plénum du Comité Central du POUF qui s'est tenu à Varsovie les 9 et 10 juin où on a pu assister à un remarquable partage des tâches entre les divers secteurs du parti (les "durs" et les partisans du "renouveau"), "Solidarité", l'URSS et le bloc occidental afin de renforcer l'instrument essentiel de direction du capital national polonais : le parti dit "ouvrier".

UNE PRETENDUE "DEFAITE" QUI EST UNE VICTOIRE RELLE

Le regain de tension dans la situation polonaise a été créé par l'envoi au POUF d'une lettre du Comité Central du PC d'URSS en date du 5 juin exigeant des mesures beaucoup plus fermes pour lutter contre les "forces anti-socialistes" qui menacent d'un "danger mortel... les conquêtes révolutionnaires de la nation polonaise" et rappelant la déclaration de Brejnev lors du 26ème Congrès du PCUS : "Nous ne laisserons pas porter atteinte à la Pologne socialiste et n'abandonnerons pas dans le malheur un pays frère". Enfin, cette lettre attaque nommément les deux principaux dirigeants du pays : Kania (chef du Parti) et Jaruzelski (chef du gouvernement) et demande de façon à peine voilée leur remplacement par des "communistes honnêtes et décidés, prêts à combattre en actes pour les idéaux du marxisme-léninisme..."

Avant même qu'elle soit évoquée officiellement lors du 11ème Plénum, cette lettre est évoquée officieusement afin de dramatiser la situation. Dès le 6 juin, Rakowski, vice-premier ministre chargé des relations avec les syndicats, se distingue par un discours aux accents inhabituels chez ce "libéral", fer de lance du "renouveau" et de "la politique de dialogue". On croirait entendre le discours d'un des "durs" lorsqu'il affirme que "c'est le problème du pouvoir qui est à l'ordre du jour en Pologne" en insistant sur le fait que "les réserves de patience des alliés de la Pologne s'épuisent".

Le 9 juin, dans le rapport introductif au 11ème Plénum, Kania participe lui-même à la dramatisation. Il affirme que "la situation est tendue et difficile", que "les actions contre-révolutionnaires conscientes menacent le socialisme et l'existence nationale et appelle à une "réaction vigoureuse" et conclut que "la Pologne traverse le moment le plus dramatique de son histoire millénaire". La radio et la télévision participent à la dramatisation en transmettant en direct son discours et en donnant de larges extraits des interventions de 18 membres du comité central qui, pour la presque totalité, appartiennent au "béton" (comme on dit en Pologne) et réclament, à la suite de la lettre du PCUS, un changement de direction dans le parti.

Le lendemain, le spectacle continue avec une publicité encore plus grande de la part de tous les médias du pays ainsi que de celles d'Occident qui ont un impact non négligeable en Pologne (notamment la BBC en langue polonaise). Le "méchant" de service, Grabski, appelle à la destitution de Kania mais les "bons", passent à leur tour à l'offensive et finalement Kania, ainsi que Jaruzelski, forts du soutien des "partisans du renouveau" et des militaires membres du comité central, l'emportent. Apparemment, l'URSS n'est pas arrivée à ses fins : ceux dont elle demandait la destitution voient leur autorité renforcée alors que c'est la déroute des "forces saines" à qui elle avait témoigné à maintes reprises sa sympathie.

La presse occidentale titre sur le "camouflet pour Moscou", "le troisième échec du Kremlin" ("Le Monde" du 12 juin). Le 11 au soir, la BBC explique également qu'il s'agit d'un grave échec pour Moscou et que cette capitale est très mécontente. Le même jour, Lech Walesa se félicite du déroulement du comité central et du peu d'effet de la lettre du Kremlin sur le parti polonais. Il déclare : "cette lettre était destinée à faire un travail de taupier qui a échoué. J'en suis très content..."

En réalité, malgré les apparences et mal-

gré le battage unanime sur "l'échec de Moscou", l'URSS est arrivée à ses fins : renforcer l'actuelle direction du POUF face aux tendances à la désagrégation qui se manifestaient à la base du parti et au débordement de la part de ses éléments ouvriers qui se refusaient à élire comme délégués au prochain congrès du POUF les principaux dirigeants actuels.

C'était un grave danger pour le capital polonais qui risquait ainsi de se trouver décapité, et de passer sous la direction de mains "irresponsables". Le spectacle dans lequel Kania et Brejnev se sont partagés les rôles principaux avec, comme comparses, les "durs" du parti qui avaient commencé leur travail avec les éclats anti-sémites de l'Union Grunwald et la réunion du "forum de Katowice" (laquelle avait accouché une résolution qui semblait sortir de la propagande stalinienne des années 50), ce spectacle a bien rempli son rôle. En effet, sitôt terminé le plénum, les contestataires du parti sont rentrés dans le rang, ils se sont replacés, face aux menaces conjuguées des "durs" et de Moscou, sous l'aile protectrice de Kania qu'ils ont immédiatement élu comme délégué au congrès en compagnie de la presque totalité des membres du bureau politique actuel.

Evidemment, ce scénario comportait l'inconvénient de donner l'impression que l'URSS avait subi un échec, c'était même la condition de sa réussite dans la mesure où l'homme de confiance du Kremlin à Varsovie, Kania, ne pouvait asseoir son autorité qu'en faisant semblant de s'opposer à Brejnev.

Mais cela ne compte pas pour la bourgeoisie, si, en même temps, sont atteints ses objectifs essentiels :

- renforcement de la direction du parti sur ses troupes, mais aussi,
- reprise en main des médias dont le ton devenait un peu trop libre (dès le lendemain du plénum, les journaux deviennent beaucoup plus sages)
- crainte accrue de la population et de la classe ouvrière d'une menace d'intervention des troupes du pacte de Varsovie (dans la mesure où le POUF ne semble plus obéir aux ordres de Moscou).

SEULE LA GENERALISATION MONDIALE DES LUTTES PROLETARIENNES OUVRE UNE PERSPECTIVE

Ainsi, la collaboration étroite entre toutes les forces de la bourgeoisie nationale et internationale a permis une accentuation de la contre-offensive envers le prolétariat en Pologne. La nécessité de la lutte unie du prolétariat mondial contre un ennemi qui est capable, face à lui, de surmonter ses divisions, est à nouveau posée. Elle se pose d'autant plus que les principales mystifications qui pèsent sur les ouvriers de Pologne et qui ont permis une reprise en main progressive de la situation par les autorités, qui ont permis que ces ouvriers tolèrent aujourd'hui une situation économique bien pire que celle qui les a jetés dans la lutte l'été dernier, ne peuvent réellement être surmontées qu'avec une telle généralisation des combats dans les autres pays.

Ces mystifications ont pour nom nationalisme, illusions démocratiques et syndicales.

C'est le nationalisme qui a permis à Kania de reprendre les choses en main dans son parti mais aussi de gagner un certain respect (faute de popularité) de la part de la société et d'une partie de la classe ouvrière. C'est le nationalisme qui a permis de faire de quatre membres de la Confédération de la Pologne indépendante récemment libérés par Kania des espèces de héros nationaux dont le procès est bienvenu pour détourner l'attention des prolétaires des véritables problèmes qu'ils ont à affronter.

C'est enfin le nationalisme qui permet à Walesa et à "Solidarité" de faire entendre leurs appels à "sauver l'économie nationale" et à la modération : Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, a, d'après le "Monde" des 7-8 juin, "fermement critiqué les augmentations de salaires négociées en ce moment avec les anciens syndicats officiels, en soulignant que "Solidarité" avait, elle, suspendu ses revendications salariales en raison de la situation de l'économie. Il s'agit là de "manoeuvres" irresponsables qui risquent... d'aggraver encore la crise."

suite p.6

usa

LES MEDIAS FONT TOUT POUR FAIRE C. INTEGREE, VOIRE QU'ELLE EST L'ARIST. AVEC L'ENTREE DES USA DANS LA CRI. LA CLASSE OUVRIERE AUX USA REAGIT, CES LUTTES DANS LE TEMPLE DU CAPITAL MONDE, UNE DEMONSTRATION DE LEUR UN



chine

manifeste des métallurgistes de Taiyuan

"LES OUVRIERS DE L'ACIERIE DE TAIYUAN RECLAMENT UNE AMELIORATION DE LEUR SORT ET LA DEFENSE, DANS LA LEGALITE, DE LEURS INTERETS. ILS SE SONT SPONTANEMENT REGROUPES, SYMBOLISANT LE NOUVEL EVEIL DE LA CLASSE OUVRIERE CHINOISE. DANS L'ANCIENNE CHINE, LA CLASSE OUVRIERE ETAIT LA PLUS MAL TRAITEE DU MONDE ENTIER (...) DE 1858 -OU DOCKERS ET FONCTIONNAIRES SUBALTERNES DE HONG-KONG SE MIRENT POUR LA PREMIERE FOIS EN GREVE, JUSQU'EN FEVRIER 1923, SEPT GRANDES GREVES MENERENT TOUT DROIT A LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE, GREVES DURANT LESQUELLES, SOUS LA DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, LA CLASSE OUVRIERE ENTRA DANS UN COMBAT CONTRE LES TERRIBLES CONDITIONS FAITES AUX TRAVAILLEURS D'ALORS (...)

MAIS L'EVOLUTION DE L'HISTOIRE NE LUI APPORTE QU'INHUMANITE. LE MODELE DE PRODUCTION COLLECTIVISTE N'A PU SUPPRIMER LES MAUX DONT ELLE SOUFFRE. FACE A LA DURE REALITE, LA CLASSE OUVRIERE COMMENCE A VOIR CLAIR : DANS CE "SYSTEME BUREAUCRATIQUE", LES OUVRIERS PORTENT LE TITRE HONORIFIQUE DE "MAITRES", MAIS ILS N'ONT AUCUN POUVOIR; LEUR NIVEAU DE VIE, LEUR BIEN-ETRE, S'OPPOSE A CELUI DES BUREAUCRATES; COMME PAR LE PASSE, LA CLASSE OUVRIERE SUBIT L'EXPLOITATION ET COERCITION (...)

L'ACTION DES OUVRIERS METALLURGISTES DE TAIYUAN TEMOIGNE DU REVEIL DE LA CLASSE OUVRIERE DE NOTRE PAYS. BIEN QU'APPAREMMENT, ILS NE RECLAMENT QUE L'AMELIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE, EN REALITE, ILS EXPRIMENT DEJA LEUR ASPIRATION A LA DEMOCRATIE.

ILS SAVENT QUE, POUR ABOUTIR, ILS NE PEUVENT COMPTER SUR AUCUN "SAUVEUR". ILS DOIVENT S'ORGANISER, COMPTER SUR LEURS PROPRES FORCES ET ELIRE DES REPRESENTANTS POUR PARLER EN LEUR NOM (...)

● Depuis le début de l'année, ce ne sont plus une ou deux grèves isolées qui sont signalées en Chine, mais une véritable vague de grèves "sauvages" touchant simultanément plusieurs provinces (Guandong, Hubei, Sichuan, etc.) et, de plus en plus, les grands centres industriels et urbains du pays comme Wuhan et Shanghai.

Le plus haut degré de force du mouvement a sans doute été atteint, jusqu'à maintenant, à l'aciérie de Taiyuan, capitale de la province du Shanxi. L'importance de cette grève est attestée par la parution d'un manifeste ouvrier, dont nous reproduisons en encart les extraits les plus significatifs, et qui met implacablement en accusation les révoltantes conditions de vie qui sont réservées aux travailleurs en Chine "socialiste". Cette importance est en outre soulignée par la sévère répression qui s'est abattue à la suite de la grève, suivant des informations venant de Hong-Kong et qui, malgré tout, n'a pas empêché les débats entre ouvriers de se poursuivre encore plusieurs semaines plus tard.

Avec l'entrée en scène des ouvriers, comme véritable force de classe agissante, l'agitation sociale qui n'a pas cessé de s'amplifier en Chine au cours de ces derniers mois (rapel, RI n°81) trouve son point de plus grande gravité. La bourgeoisie chinoise ne s'y trompe pas. D'une part, elle vient de renforcer son appareil répressif pourtant déjà très lourd. Devant l'obligation où elle est d'aggraver toujours davantage la politique d'austérité, de faire supporter à la population le prix d'un recul irrémédiable de la production, la répression est en effet la seule mesure réaliste que la bourgeoisie peut apporter aux souffrances sociales. Celles-ci se mesurent bien au-delà des 26 millions de chômeurs (non secourus) que l'Etat reconnaît aujourd'hui, dans des foules innombrables de

ASSE MONDIALE

mondiale et centralisée et qui reprendrait, une fois l'épidémie passée, le contrôle. Justement, face à ces futures mobilisations massives de notre classe, une des principales lignes de défense que le capital va utiliser est l'action de la gauche et des syndicats qui essaieront d'enfermer ces explosions en une multitude chaotique d'actions radicales, à travers les voies de l'autogestion, du fédéralisme, du populisme, etc...

La maturation du nouveau cycle des luttes ouvrières n'est pas le produit d'une addition de processus nationaux mais elle se réalise selon une dynamique directement mondiale. Ainsi, la continuation de Longwy-Denain ne se trouve pas, malgré

les conséquences, que cette lutte a pu avoir pour le prolétariat français, en France, mais à Rotterdam ou dans la sidérurgie anglaise. La grève de masse en Pologne est, comme nous l'avons démontré, la synthèse des luttes de Longwy-Denain, Rotterdam, de l'acier anglais, au Brésil, en Corée, en Russie... mais ce qui est plus important, les problèmes qu'a soulevé la dynamique postérieure des grèves polonaises (contrôle de l'appareil répressif étatique et des moyens de communication, continuation des affrontements...) sont l'expression de problèmes qui ne peuvent être résolus que si la lutte prolétarienne se généralise à l'échelle internationale.

IRE QUE USA = REAGAN, QUE LA CLASSE OUVRIERE Y EST RATIE QUI PROFITE DU MALHEUR DES AUTRES. OUVERTE, CES MYTHES SE REVELENT POUR CE QU'ILS SONT. DEMONSTRER UNE COMBATIVITE QUI AGURE DE SA PUISSANCE. SONT UN ENCOURAGEMENT POUR TOUS LES OUVRIERS DU E ET DE LEUR FORCE.



LES CHEMINOTS MANIFESTENT LEUR COLERE DEVANT LA MAISON BLANCHE.

sans-emploi crevant littéralement de faim dans les villes et des centaines de milliers de paysans voués à l'extinction.

D'autre part, les autorités communistes développent actuellement une intense campagne contre le "banditisme" social, visant très nettement des ouvriers qui, comme à Taiyuan, osent prétendre se soustraire à la direction du parti et revendiquer la création de syndicats indépendants. Ce n'est pas gratuitement qu'une voix officielle du parti communiste concédait récemment l'existence en Chine d'une situation sociale et politique pouvant conduire à des difficultés de type polonaises.

Qu'elle est la réalité de la Chine ? Les faits répondent aujourd'hui clairement : il y a des travailleurs qui revendiquent une amélioration de leur sort et des bureaucrates qui les répriment. Il y a une classe ouvrière et une bourgeoisie.

A la suite des événements de Pologne, la lutte des ouvriers de Chine ne peut que contribuer à ruiner définitivement la mystification des Etats, socialistes. A la base, de quasiment toutes les grèves qui se développent actuellement en Chine réside une révolte contre la politique forcée de militarisation du travail conduite par le pouvoir bourgeois. C'est par populations entières que les ouvriers sont en effet déportés maintenant, très loin de leurs villes d'origine, pour être autoritairement affectés à des postes de travail sous contrôle de l'armée. Coupés de toute vie sociale réelle avec leurs familles et leurs conjoints, honteusement logés, soumis à de dures cadences de travail et constamment volés par une administration concentrationnaire sur leur ration alimentaire, ces ouvriers déportés donnent en fait l'image réelle de la condition ouvrière en Chine, celle de bagnards du capitalisme d'Etat. Comme le laisse bien entendre le manifeste de Taiyuan, le socialisme n'existe pas en Chine ; il reste à construire pour mettre fin à l'ordre d'exploitation et de coercition répugnants existant aujourd'hui.

En Chine aussi, comme en Pologne, dans les pays de l'Est, dans le monde capitaliste entier, la classe ouvrière "commence à voir clair". Elle sait qu'il faut lutter pour pouvoir en finir avec la misère.

Comment l'exemple polonais ne serait-il pas dans la tête des ouvriers chinois, qui partagent avec leurs frères de classe de Pologne plus d'un trait de ressemblance dans leurs conditions d'existence, face à un Etat également stalinien ? Les revendications de démocratie et de "syndicats libres" qui semblent effectivement être avancées par les luttes ouvrières en Chine trahissent par nécessité le poids des illusions héritées du passé de l'expérience prolétarienne. Mais, comme en Pologne, elles expriment déjà une défiance décisive envers l'Etat et le parti communiste. Elles marquent la compréhension croissante du prolétariat d'avoir à organiser sa lutte par lui-même, d'après ses propres forces. La Chine ouvrière de ce moment, ce n'est pas encore la situation de grève de masse à la polonaise, bien que les éléments paraissent s'en mettre en place. Un des traits les plus significatifs des grèves en Chine est la relative rapidité avec laquelle les revendications économiques du prolétariat chinois se placent au plan politique : l'expérience polonaise a bien ouvert une nouvelle étape de la lutte ouvrière mondiale. Les luttes de Chine annoncent que les conditions de la nécessaire généralisation internationale de la lutte ouvrière sont en voie de se forger.

Mx.

● Si jusqu'à présent la bourgeoisie américaine avait pu repousser les effets les plus importants de la crise sur les autres pays, elle ne peut plus guère y échapper. Sa marge de manoeuvre se réduit, la poussant à s'attaquer plus directement aux conditions de vie de la classe ouvrière. Les mesures de choc commencent à tomber : la récupération indirecte, par le biais de l'inflation, d'une partie du salaire des travailleurs ne suffit plus : dans certains secteurs comme Chrysler, Braniff Airlines, Firestone Rubber, ce sont carrément des réductions de salaires de 10 % et plus qui sont imposées par le patronat et par les syndicats dans des négociations contractuelles.

Le dernier budget qui vient d'être adopté par le Congrès prévoit des réductions draconniennes dans tous les services publics : services communaux, éducation, transport, santé, aides, pensions et allocations de toute sorte, c'est-à-dire tout ce qui constitue une part de salaire indirecte pour les travailleurs. C'est à la classe ouvrière qu'il faut faire payer la faillite de l'économie et les énormes augmentations des dépenses d'armement que prévoit ce même budget.

Pour les 10 millions de sans-travail permanents qui ne végétaient auparavant que par ces miettes misérables de l'Etat, ce nouveau budget signifie la misère absolue.

Nos camarades aux U.S.A. ont consacré une partie importante de leur dernière revue (Internationalism n° 29) aux réactions de la classe ouvrière à cette situation.

LA GREVE DES MINEURS

C'est contre une coupe budgétaire de 400 millions de dollars sur le budget des mineurs silicosés, que les mineurs ont entamé la lutte en mars dernier. 8 000 mineurs en colère ont défilé dans les rues de Washington. Le même jour une commission du Sénat votait le rejet de cette coupe budgétaire. Mais les mineurs n'en sont pas restés là : aux négociations que les syndicats menaient dans leur dos avec le patronat pour leur faire accepter d'autres mesures comme le travail le dimanche et la possibilité de licenciement en cas de

maroc

● Des centaines de morts et de blessés. Le bilan des émeutes de Casablanca est sanglant. L'armée a tiré dans le tas. La bourgeoisie d'Hassan II a voulu mettre ainsi un point d'arrêt au mécontentement croissant des travailleurs et des pauvres.

Face aux augmentations énormes des produits de base, face à la dégradation catastrophique des conditions de vie, avec en toile de fond la guerre au Sahara Occidental les grèves et les émeutes de Casablanca montrent à l'évidence que les illusions nées avec la "marche verte" sont terminées. L'adhésion des travailleurs marocains à l'effort de guerre avec l'austérité draconienne que cela implique, a volé en éclat.

Au Maroc comme ailleurs, la gauche : les socialistes et les communistes prétendent défendre la classe ouvrière. La répression dont ils sont l'objet aujourd'hui vient à point pour crédibiliser leur image de marque pour tenter de faire oublier que, depuis des années, ils soutiennent la politique de Hassan II et l'effort de guerre, que, depuis des années, ils ont appelé les ouvriers à accepter de se serrer la ceinture au nom de l'intérêt national. N'étaient-ils pas tous partisans de l'Union Nationale dans la guerre ? Comme toujours, les émeutes sont la faute des "provocateurs étrangers aux partis et aux syndicats" déclarent les socialistes. En conséquence, de quoi ils appellent au calme, à rester chez soi, etc...

Le travail de démoralisation et de division de la gauche vient admirablement compléter le quadrillage militaire afin d'empêcher toute réaction de la classe ouvrière.

Dans la continuité des émeutes qui, naguère ont secoué l'Egypte, l'Algérie, la Tunisie, les émeutes de Casablanca viennent montrer quelle est, en fait, la seule opposition à la politique militariste du Maroc, c'est d'abord celle des ouvriers marocains. La situation sociale tendue, qui montre la non-adhésion de la population à la guerre, est certainement un des facteurs déterminants qui pousse Hassan II à chercher un compromis avec la Libye et l'Algérie afin de "régler" le conflit du Sahara.

Au Maroc comme à l'échelle mondiale, la seule alternative reste : GUERRE OU REVOLUTION.

J.J.

grève spontanée, 12 000 mineurs dans sept Etats ont répondu par une grève sauvage. Les efforts fiévreux des syndicats pour faire reprendre le travail se sont heurtés à un mur. Un accord était alors signé en vitesse entre patronat et syndicat ; présenté par ces derniers comme une grande victoire : pas de travail le dimanche, une augmentation de 12 % (à peine le taux de l'inflation), cet accord n'en a pas moins été rejeté par 160 000 mineurs à 2 contre 1. L'augmentation salariale était insuffisante, la sécurité de l'emploi non assurée, la proposition de licenciement pour grève sauvage maintenue.

Cette grève a d'emblée commencé à un niveau de combativité plus fort qu'en 77-78 où les mineurs s'étaient laissés impressionner par les dénonciations par l'Etat des "piquets de grève illégaux" et les ordres de réquisition de Carter.

Les actes de violence isolés cèdent de plus en plus le pas à une violence de masse organisée et consciente. Ainsi dès le début de la grève, les mineurs ont mis sur pied des brigades volantes pour généraliser la lutte aux autres puits ; ces brigades sont prêtes à s'affronter, violemment s'il le faut, avec les flics et les briseurs de grève comme cela s'est produit dans l'Ouest-Virginie où une patrouille volante de 200 mineurs a obtenu la fermeture d'une mine après s'être confrontée à la police.

En Virginie, lors d'une manifestation, les mineurs se sont massivement attaqués aux cars de police. Dans le Kentucky, la combativité est si forte que 200 flics ont été mis en état d'alerte permanente pour patrouiller les mines.

Certes de nombreuses illusions et confusions pèsent encore sur cette lutte :

- un contrôle syndical encore fort : bien qu'ayant rejeté les accords syndicaux, les mineurs font encore confiance à leurs leaders syndicaux pour mener des négociations ;
- un corporatisme très fort soigneusement entretenu par les syndicats et toute la gauche qui présentent les mineurs comme les seuls vrais ouvriers combattifs et les enferment dans leur spécificité de mineurs. Ce corporatisme les empêche de se concevoir comme partie de la classe ouvrière, les amène à lutter dans leur coin avec un esprit d'assiégé et à croire pouvoir vaincre la bourgeoisie en menant une guerre d'usure avec elle plutôt que de renforcer leurs luttes en recherchant la solidarité la plus large de tous les secteurs.

Et pourtant l'attaque que subissent les mineurs n'a rien de spécifique : les conditions existent pour une réelle généralisation comme le montrent les grèves qui ont éclaté dans de nombreux secteurs.

A CHRYSLER

Une grève sauvage a éclaté dans l'usine de Belvidere dans l'Illinois entraînant la fermeture des chaînes de montage. Les grévistes refusent une réduction de salaire consécutive à un accord signé en janvier par le syndicat de l'automobile (U.A.W.).

DANS LE SECTEUR PUBLIC

Dans le seul district du Massachussets 30 000 licenciements d'employés du service public sont prévus. C'est pour lutter contre ces menaces de licenciement que professeurs, employés des eaux et des services communaux se sont rencontrés pour organiser la lutte. Ils ont formé un Comité pour l'Action Unie en refusant tout contrôle des syndicats que certains dénonçaient comme des ennemis des travailleurs. Leur but est :

- unifier les actions de tous les travailleurs des services publics indépendamment des catégories ;
- unifier la grève à l'échelle de l'Etat.

Des grèves ont également surgi chez les ouvriers des services d'épuration des eaux (grève sauvage), dans les transports en commun à Philadelphie, chez les remorqueurs de la côte ouest.

Dans ce contexte, la bourgeoisie montre clairement ce dont elle a peur : dans les Postes où sont prévus des licenciements, les négociations ont été repoussées fin juillet de peur que les postiers n'aient la "malheureuse idée" de se mettre en grève et de se solidariser des mineurs.

Cette dynamique de généralisation, malgré les efforts de la bourgeoisie, se développe cependant. Des U.S.A. au reste du monde, c'est elle qui est la seule perspective pour la lutte.

G.N.

(D'après INTERNATIONALISM n°29)

FIAT: LES CONSEILS D'USINE EN 1920

suite de la p. 3

LES SYNDICATS ORGANISENT LA DEFAITE

Début 1920, les grèves actives de la première "année rouge" font 320 morts mais imposent le "prix politique" du pain, obligeant l'Etat à verser une subvention de 6 millions annuels jusqu'en 1923. Cette année-là, il y aura 16,4 millions de journées de travail "perdues" pour fait de grève. Malgré l'ébullition de la classe (grèves sauvages, volonté d'étendre la lutte), l'appareil syndical maîtrisera le mouvement. A l'unisson parti social-démocrate et syndicats ont tout fait pour que "l'usine occupée fonctionne, s'approvisionne." Les ouvriers ont été soumis à un type de grève "interne", attendant d'être convoqués aux assemblées syndicales. Les syndicats se sont opposés victorieusement à l'extension de la forme conseil hors de Turin.

Les syndicats se sont gardés constamment une porte de sortie pour pouvoir revenir à l'ancienne forme en se partageant les tâches : la C.G.L. (Confédération syndicale) se fondant dans les conseils, la Fiom (syndicat des métallurgistes) les condamnant...

Dans le programme de l'Ordine Nuovo, Gramsci (même si ses intentions n'étaient pas contre-révolutionnaires) exaltait l'enfermement usiniste des ouvriers : "...étudions l'usine capitaliste comme forme nécessaire de la classe ouvrière, comme organisme politique, comme territoire naturel de l'autogestion ouvrière" (Burnier p. 46). L'usine "occupait" les ouvriers comme elle les a occupés en 36 en France. La toute première occupation d'usine arborait à ses cheminées le drapeau tricolore (1) L'occupation était un substitut à la grève et permettait même de résoudre la hantise des patrons : l'absentéisme ! A l'entrée d'une usine à Rome, on pouvait lire sur les panneaux syndicaux : "Honneteté et travail, voilà notre but" et "Le travail annoblit" (le fascisme n'a rien inventé !). Le social-démocrate Servati a reconnu ceci dans une lettre : "pendant que tous parlaient de révolution, personne ne la préparait... la fameuse occupation des usines, qui fut une attaque syndicale accomplie sur la base des mêmes intérêts que ceux de la bourgeoisie giolittienne (2), fut interprétée comme une action révolutionnaire décadente, alors qu'elle n'avait qu'un aspect défensif..."

Les négociations eurent finalement lieu loin des assemblées générales et se déroulèrent en grande partie dans le secret entre le parti socialiste et le gouvernement. N'ont été admis à voter la reddition que la minorité d'ouvriers qui pouvait justifier ne pas avoir quitté les usines. Des milliers d'ouvriers pouvaient être dégoûtés des syndicats et sans perspectives, les syndicats triomphaient d'être reconnus comme interlocuteurs

légaux. Giolitti projeta ensuite la création d'une commission paritaire patrons-syndicats encouragé par "La Stampa", journal des industriels turinois mais se heurta à la résistance du reste du gouvernement. Cette forme de coopération sera toutefois reprise dans les conseils de gestion organisés chez FIAT à la fin de la guerre, entre 1943 et 1949.

Au bout du compte, fin 1921, 30 000 travailleurs turinois sont privés d'emploi.

"Loin de provoquer une léthargie de l'industrie, la crise est l'occasion, comme ce sera le cas cinquante ans plus tard, d'un chambardement de l'organisation du travail. L'accord patronat-syndicat de juillet 1922 se traduit par une diminution des salaires et la suppression de l'indemnité de vie chère, à compter du 1er janvier 1923. Les patrons se sentent dans une position si forte qu'ils intimement aux syndicats de suspendre la grève de pression pour l'accord. Il n'en est même pas besoin, celle-ci se désagrégeant d'elle-même. Quelques jours plus tard une grève nationale "légaliste" est proclamée pour le 1er août. Gramsci s'en souvient comme "de la catastrophe qui eut pour seul résultat de pousser les industriels et la couronne vers le fascisme et de décider Mussolini au coup d'Etat". La grève échoue complètement : c'est le "Caporetto ouvrier", le désastre.

1922 est l'année de plus faible conflictualité depuis le début du siècle, en Italie : le nombre des grèves est inférieur de 48 % à l'année précédente, de 50 % par rapport à l'avant-guerre." (Burnier, p. 73).

DE FAUSSES CONCEPTIONS DE LA LUTTE

A l'origine d'écueils pratiques il y a souvent des trous dans la théorie. Ces trous, c'est l'extrême faiblesse de la compréhension de la nature du syndicalisme dans le mouvement ouvrier italien à l'époque (si on compare à l'Allemagne ou à la Hollande). De l'Ordine Nuovo à la C.G.L. la conception qui prévaut est celle d'un "syndicat des Conseils". Pour Gramsci, le syndicat doit "s'appuyer directement sur les conseils, non pour les dominer, mais pour en devenir la forme supérieure" !!!

Pour son groupe, l'Ordine Nuovo, les Conseils (tels qu'ils les imaginaient) devaient "limiter leur domaine d'action à l'économie". Au contraire, la fraction autour de Bordiga défendait le système des conseils comme étant structuré politiquement au niveau territorial. Tout en s'opposant à l'usiniisme et au corporatisme des ordinovistes, les "abstentionnistes" concevaient les conseils uniquement à la manière des soviets territoriaux russes et en concluaient que "un soviét n'est révolutionnaire que lorsque la majorité de ses membres sont inscrits au Parti communiste" (Il Soviet - 22 février 1920).

Autant pour Gramsci le lieu de constitution du Conseil était l'usine, autant pour Bordiga

c'était la section territoriale. Toujours selon Bordiga, avant que les conseils fassent quoi que ce soit, il faut que le parti ait pris le pouvoir, ceux-ci restant soumis au parti. Il disait : "Les soviets ne peuvent par essence être révolutionnaires... les soviets de demain devront trouver leur genèse dans les sections locales du parti communiste. Celles-ci tiendront prêts les éléments qui, immédiatement après la victoire révolutionnaire, pourront constituer les conseils des délégués ouvriers locaux". Tout autant que les Ordinovistes, il ne comprenait pas les conseils comme les véritables organes politiques vivants du pouvoir révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Mais les ouvriers ne sont ni "trade-unionistes" ni des moutons, on ne leur fait pas le même coup trente six fois comme le montre la Pologne 80. Il faut remarquer cependant que du côté occidental beaucoup de luttes en général n'ont pu atteindre rapidement un niveau de grève de masse, mais ont pris un aspect désordonné parce qu'il faut sans cesse échapper au contrôle syndical. La classe répond toujours à sa façon et trace son chemin même en négatif, les nombreuses absences de nombreux ouvriers dans le cirque des faux conseils en 1920, étaient une des marques de désapprobation.

Autre exemple plus significatif : en mai-juin 1969, un millier d'ouvriers de Mirafiori-Nord restent dans l'usine après la journée de travail. Les étudiants gauchistes derrière es grilles les exhortent à occuper les syndicats déconseillent. La FIAT menace de lockouter. Les ouvriers surprennent tout le monde en quittant l'usine à la dérobée pendant la nuit (rapporté par M. BURNIER).

Nul besoin de ceux qui prétendent l'unifier, quand la classe se met en mouvement elle est "intrinsèquement unifiée", elle fait fondre les multiples particularités qui la cloisonnaient jusque là.

L'expérience contre les syndicats mûrit au cours de ces séries d'escarmouches.

La classe ouvrière s'enrichit peu à peu, lentement mais sûrement, de ses expériences de confrontations contre les forces coalisées de la bourgeoisie qu'il faut sans cesse contourner pour mieux les affronter. La bourgeoisie n'a pastoujours un lapin à sortir de son chapeau.

Que criaient les dizaines de milliers de travailleurs hospitaliers il y a quelque temps ? : "Il va mal, il va mal - qui ça ? qui ça ? - le syndicat - alors qu'il meure, qu'il meure !".

NOTES

- (1) Lire : "Révolution et contre-révolution en Italie", Revue Internationale n° 2 (juillet 1975) et n° 3 (octobre 1975)
(2) Giolitti : chef "libéral de gauche" du gouvernement italien de 1921 à 1922

DEBAT

suite de la p. 3

rale valable pour une période donnée et pour une majorité de pays ; et c'est l'importance et la nécessité d'un tel cadre que ne semble pas voir Chénier.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement aujourd'hui ?

Il est vrai, d'un côté, que la politique de "gauche au pouvoir" entraîne provisoirement, une certaine "adhésion" des ouvriers ; mais en même temps, par l'obligation qu'elle a de gérer la crise, cette même gauche ne peut, à terme, que se décrédibiliser et se démasquer à leurs yeux.

A l'opposé, la "gauche dans l'opposition" présente, quant à elle, l'inconvénient de ne pas fournir d'alternative "réaliste" ; mais, par contre, par le radicalisme de son opposition, elle peut, plus facilement, assumer son rôle d'encadrement et de sabotage des luttes.

Sur ces deux évaluations, il semble que nous soyons d'accord avec le camarade Chénier.

Qu'est-ce qui nous différencie donc ? Si chacune des deux formules présente à la fois des avantages et des inconvénients, cela ne signifie pas qu'elles soient interchangeables à tout moment. C'est le contexte mondial (niveau de la crise et de la lutte de classe) qui détermine laquelle des deux présente le plus d'avantages et le moins d'inconvénients pour la bourgeoisie. Et cela ne se détermine pas sur une période de quelques mois, mais sur une période de quelques années et, est valable pour l'ensemble des pays capitalistes avancés.

Par contre, Chénier nous dit que ce qui prédomine aujourd'hui, de plus en plus, c'est la crise politique de la bourgeoisie, ce qui la mène à agir dans le désordre, au cas par cas, au coup par coup.

Ainsi, si une politique peut être valable à un moment donné, la bourgeoisie peut en changer si la conjoncture l'exige. De plus, les spécificités nationales déterminent la politique des bourgeoisies nationales. La gauche donc, qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition

peut être, tantôt une force, tantôt une faiblesse, pour la bourgeoisie.

Contrairement à une vision aussi simpliste, nous affirmons qu'il existe, aujourd'hui, une tendance générale pour la bourgeoisie qui est la gauche dans l'opposition parce que la réalité de la crise économique et la reprise globale de la lutte de classe à l'échelle mondiale, font que les différentes bourgeoisies sont de plus en plus confrontées aux mêmes problèmes.

De ce fait, les aspects spécifiques, qui existent toujours dans chaque pays, tendent, contrairement à ce que dit Chénier, à rester au second plan dans la situation d'accélération des antagonismes de classe que nous vivons. La tendance générale que nous avons définie prédomine et reste valable pour la majorité des pays ; et les spécificités nationales s'inscrivent en général dans cette tendance.

Il est vrai, comme nous l'avons dit à propos de la France, que ces spécificités ("les faiblesses spécifiques de la bourgeoisie française") peuvent, à certains moments, prévaloir localement et temporairement. Mais ce sont des cas minoritaires et exceptionnels.

Les spécificités aujourd'hui ne peuvent en aucun cas déterminer une tendance générale de la situation : est-ce que l'écrasement du prolétariat chilien en 1973 aurait dû nous mener à croire que s'ouvrirait une période de défaite pour le prolétariat mondial, alors que 1968 avait marqué la reprise mondiale des luttes ouvrières ?

LA CRISE POLITIQUE

Mais, abstraction faite des contradictions, de l'absence de méthode et du simplisme, la vision de Chénier nous propose donc comme fondement de la situation : la crise politique, pour ne pas dire la décomposition accélérée de la bourgeoisie mondiale et son incapacité à répondre aux problèmes cruciaux qui se posent à elle, notamment la lutte de classe.

A cela nous pouvons répondre :

- OUI, soixante ans de décadence, qui s'achèvent par une crise mortelle du système, sont responsables d'un affai-

blissement historique de la bourgeoisie ;

- OUI, la bourgeoisie n'a pas les mêmes capacités que par le passé pour imposer sa domination : ses armes d'encadrement et de mystification ne sont plus ce qu'elles étaient (qu'on se souvienne de l'impact des campagnes anti-fascistes en 1936) ;

- OUI, la reprise prolétarienne à l'échelle internationale restreint, d'autant plus, son champ de manoeuvre ;

- OUI, nous misons sur le fait qu'un jour elle sera paralysée face à l'assaut final du prolétariat.

Mais :
- NON, la bourgeoisie aujourd'hui n'est pas décomposée au point de réagir dans la débâcle, dans le saut qu'elle peut. Nous l'avons déjà vu dans le passé, au moment de la Commune, où les soldats français, prisonniers, furent libérés par la Prusse afin de s'attaquer aux Communards ; en 1918, où la bourgeoisie mondiale arrêta la guerre face aux dangers d'extension en Allemagne de la révolution prolétarienne ; et aujourd'hui même où la bourgeoisie mondiale a retrouvé une solidarité et une complicité au-dessus des antagonismes acharnés entre les blocs, face aux ouvriers polonais (confère article sur la Pologne dans ce numéro).

C'est pour cela que nous pouvons affirmer que, face au danger prolétarien, la bourgeoisie est capable de taire ses divisions les plus fondamentales et agir dans le même sens. Et si elle est capable de le faire à l'échelle mondiale, elle l'est d'autant plus au niveau national.

Pour nous donc, c'est la vision de Chénier qui mène à ne pas saisir "la complexité de la réalité", à ne pas saisir les capacités encore énormes de la bourgeoisie, à ne pas voir le pourquoi des difficultés de la classe ouvrière dans sa reprise. C'est une telle vision, qui, poussée au bout de sa logique, et si par malheur elle était reprise par la classe ouvrière, l'empêcherait de voir les embûches qui se dressent devant elle, les pièges que lui tend la bourgeoisie, et la mènerait inexorablement à la défaite.

POLOGNE

suite de la p. 4

Profondément ancré dans la société, compte tenu de l'histoire du pays et de sa dépendance présente à l'égard de l'URSS, le nationalisme de même que la crainte de l'intervention du Pacte de Varsovie ne pourra être réellement surmonté par les ouvriers de Pologne que lorsque ceux des autres pays et notamment du bloc de l'Est et de Russie, développeront les combats qu'ils ont d'ores et déjà engagés.

De même les illusions démocratiques et syndicales qui confortent ce nationalisme et permettent au capital de faire accepter un surcroît d'austérité aux prolétaires au nom de la "préservation des acquis" (syndicat indépendant, plus grande liberté d'expression) ne pourront être victorieusement combattues que lorsque les ouvriers des pays où existent depuis longtemps ces "acquis", ceux de l'Europe occidentale et des USA notamment, auront eux-mêmes fait la démonstration, par la lutte, de la vanité de ces "acquis", de la nature anti-ouvrière de la démocratie bourgeoise et des syndicats, même "indépendants".

Comme nous l'avons souvent répété dans nos colonnes, les combats prolétariens de Pologne sont les plus importants depuis un demi-siècle. Exemple vivant, par leur emploi de la grève de masse, par leur auto-organisation, de ce que sont les luttes de classe dans la période de décadence du capitalisme, ils ont d'ores et déjà apporté des enseignements précieux au prolétariat de tous les pays. C'est à celui-ci qu'il revient maintenant de prendre le relais.

Comme nous le disons dans la résolution adoptée par le 4ème Congrès du CCI (Revue Internationale n°26) : "En Pologne, le problème crucial de la généralisation mondiale de la lutte de classe ne pouvait être que posé. Il appartient au prolétariat mondial d'y répondre."

F.M.

4^{ème} CONGRES DU CCI

des années 70 aux années 80

● Six ans après s'être constitué en organisation internationale centralisée, un an à peine après le surgissement en Pologne du plus puissant mouvement de classe depuis la vague révolutionnaire des années 20, le Courant Communiste International a réuni son 4^{ème} congrès.

En cette période charnière de la vie de la société marquée par une accélération des événements, sous le double impact de l'accélération de la crise économique du capitalisme mondial et des premiers pas de la reprise internationale des luttes ouvrières, ce congrès, le premier des années 80, "années de vérité" pour la société comme pour les révolutionnaires se fixait un double objectif :

1) apprécier la capacité du CCI à faire face à cette accélération de l'histoire qui tend à balayer impitoyablement les illusions et comportements illusoire que les deux classes fondamentales de la société et leurs organes respectifs sont parvenus à conserver jusqu'ici, en même temps qu'elle commence à indiquer le type d'attitude que ces deux mêmes classes et leurs organes seront désormais contraintes d'adopter.

2) voir quels enseignements nouveaux la lutte du prolétariat en Pologne a apporté pour comprendre le déroulement du processus révolutionnaire dans une période de crise économique mondiale et non de guerre impérialiste généralisée.

Dans ce but, le congrès a discuté des rapports et résolutions portant sur les questions suivantes :

- les conditions de l'internationalisation des luttes en période de crise économique mon-

diale;

- l'évolution de la crise économique et des conflits inter-impérialistes;
- l'évolution de la lutte de classe et de la riposte de la bourgeoisie;
- le bilan et les perspectives de travail en vue du regroupement des révolutionnaires;
- le bilan et les perspectives d'activité du CCI pour les deux années à venir.

Ces rapports et résolutions, que nous publions dans la "Revue Internationale" n°26 et dont nous convions ici les lecteurs à prendre connaissance ont ainsi pleinement mis en évidence l'accélération de l'histoire vers le développement des affrontements de classe qui décideront du sort de l'humanité : révolution communiste mondiale ou guerre impérialiste généralisée. Mais se faisant, ils ont également mis en évidence deux autres "vérités".

La première est que, si le CCI peut être satisfait aujourd'hui d'avoir su mettre à profit les années 70 pour se réapproprier de façon critique les apports du mouvement ouvrier sans lesquels il lui serait impossible d'aborder positivement les nouveaux problèmes que posera nécessairement la lutte de classe à venir; si le CCI peut être satisfait d'avoir au cours de ces mêmes années réussi à constituer et à fonctionner en tant qu'organisation internationale, c'est à dire au seul plan où peuvent être posés, analysés et résolus les problèmes de la révolution communiste comme l'a mis en évidence la lutte du prolétariat en Pologne; si enfin le CCI peut être satisfait d'avoir vu ses positions et analyses générales confirmées tout au long de ces an-

nées, il aurait tort de croire que désormais tout ira au mieux pour lui, avec le nouveau développement de la lutte de classe. Les difficultés à distinguer dans le travail d'analyse ce qui relève de l'immédiat, du local, du contingent, de ce qui relève du plus historique, du plus international; les difficultés à agir véritablement comme une organisation unique ayant des expressions locales qui se sont manifestées au cours de ces deux ans écoulés où le CCI s'efforçait de prendre place dans la reprise internationale de la lutte de classe, sont autant de faiblesses auxquelles notre organisation se doit de pallier sous peine de voir à terme, sa capacité de jouer un rôle d'avant-garde au sein des combats de classe, remise en cause.

La seconde vérité, est que, si les groupes révolutionnaires qui ont surgi ou se sont maintenus au lendemain de 68 ont pu se permettre sans autre conséquence grave, autre que pour eux-mêmes, de rester fixés sur des positions invalidées par 60 ans d'histoire, ou de cultiver leur originalité, leurs spécificités, leur particularisme sectaire au détriment d'un travail de confrontation politique au plan international en vue du regroupement des révolutionnaires, désormais le maintien de telles positions et attitudes constitueront autant d'obstacles majeurs aux efforts redoublés de la classe ouvrière à se doter d'un parti communiste mondial indispensable à l'auto-émancipation de la classe ouvrière mondiale.

CAR L'EPOQUE DE L'APRES-68 A VECU, L'EPOQUE DE L'APRES-POLOGNE COMMENCE !

réunions publiques et publications du CCI

AIX-EN-PROVENCE

Permanence le 15 juillet, de 19 h à 20 h. au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX

Permanence le 4 septembre, de 18 h. à 19 h., au Café Victor Hugo, 52, cours Victor Hugo.

LILLE

Réunion publique, le 18 juillet, à 14 h. 30, sur le thème : "Pourquoi la classe ouvrière est la classe révolutionnaire", au 23, rue Gosselet (MNE).
Permanences : les 1er et 8 juillet, de 18h à 20h, 23 rue Gosselet (MNE).

LYON

Permanences le 8 juillet et le 26 août, à 18 h., au 3, rue Diderot, Lyon 1er.

NANTES

Réunion publique, le 25 juillet, à 17 h. au Centre Social des Bourderies (thème à paraître).
Permanence : le 29 juillet, à 20 h. 30, au Bar de l'Hotel-de-ville Nantes-Chatenay.
Contact avec les diffuseurs : le 2ème samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de la Petite Hollande.

MARSEILLE

Réunion publique, le 24 juillet, à 21 h., sur le thème : "Seul le pro-

létariat peut répondre à l'irréversible approfondissement de la crise" au 205, rue Sainte-Cécile 13005 MARSEILLE.

Permanence, le 10 juillet, de 18 h. à 19 h., à l'"Artistic Bar", 4, cours Joseph Thierry.

PARIS

Réunion publique, le 18 juillet, à 17 h., sur le thème : "Pourquoi la classe ouvrière est la classe révolutionnaire", au 27, avenue de Choisy, 75013 PARIS.

Permanences : tous les samedis du mois (sauf le 11 juillet et le samedi de la réunion publique) à 16 h. à la même adresse que ci-dessus.

TOULOUSE

Réunion publique, le 24 juillet, à 21 h., sur le thème : "Seul le prolétariat peut répondre à l'irréversible approfondissement de la crise" à la Cité Universitaire de l'Arsenal, bâtiment 2.

Permanence : tous les vendredis sauf celui de la réunion publique, à 18 h. 30, au bar "Le Colbert", avenue de St-Exupéry, Pont des Demoiselles. Contact avec les diffuseurs : au marché, sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11 h à 13 h.

abonnements

Le coût de plus en plus élevé des envois et l'augmentation du prix de nos publications nous oblige à relever le prix des abonnements :

ABONNEMENTS COUPLES		
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale :		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
85 F	90 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
12 numéros du journal :		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
50 F	55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :		
ABONNEMENTS COUPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F	130 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

COURRIER

NOUS ATTENDONS DE CEUX QUI NOUS LISENT DES LETTRES, DES TEXTES OU ILS EXPRIMENT LEURS REACTIONS, LEUR OPINION SUR NOTRE INTERVENTION, SUR TOUS LES PROBLEMES QUE SOULEVE LA LUTTE DE LA CLASSE AUJOURD'HUI.

EN CETTE PERIODE ENCORE TROUBLE OU MURIT LA FORCE QUI VA BOULEVERSER L'HUMANITE, LA DISCUSSION EST UNE NECESSITE VITALE.

DANS CE BUT, NOUS AVONS OUVERT NOTRE JOURNAL A UN COURRIER DU LECTEUR OU NOUS PUBLIONS CES CONTRIBUTIONS, AVEC NOTRE REPONSE.

Directeur de Publication : D. Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

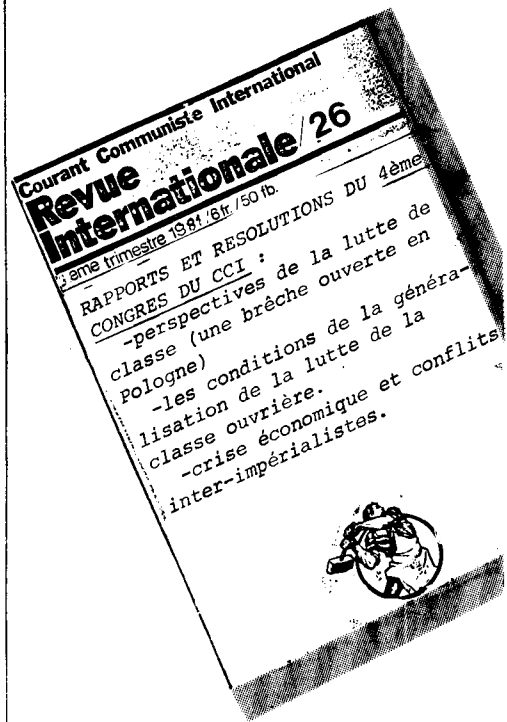
Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.

brochures

-LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (4 F)
-NATION OU CLASSE (4 F)
-PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
-RUPTURE AVEC LUTTE OUVRIERE ET LE TROSKYSME (10 F)
-ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (4 F)
-LA DECADENCE DU CAPITALISME (10F)
NOUVEAU :
-LE TROSKYSME (6 F)
-SUR LA POLOGNE (4 F.)
-L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (12 F).

lisez la



INTERNATIONALISME

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

ACCION PROLETARIA

écrire
à l'adresse de RI.

WORLD REVOLUTION

BM Box 869
LONDON WC 1 N, 3 XX

Rivoluzione Internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

WERELD-REVOLUTIE

Postbus 11 549
1001 GM AMSTERDAM

Internacionalismo

Apartado 20674
Caracas 1020-A
(Venezuela)

WELTREVOLUTION

Ecrire
autre mention :
Postfach 41030
5000 Köln 41

Internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365 West 125 St;
New York, N.Y. 10027 (USA)

IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm-
Suède.

Révolution Internationale

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

les conseils d'usine de 1920 en Italie

LE PIEGE DES SYNDICATS:

L'ENFERMEMENT DANS L'USINE

A propos du livre de Michel BURNIER:
"FIAT : Conseils ouvriers et syndicat".

● Les luttes ouvrières qui s'affirment aujourd'hui, en se dégageant peu à peu depuis une dizaine d'années de la longue et sombre période de contre-révolution qu'a dû traverser le mouvement ouvrier, sont inévitablement confrontées à deux problèmes vitaux qu'elles doivent désormais résoudre pratiquement : leur auto-organisation hors du cadre syndical et leur généralisation toujours plus large et massive. Ce sont là les seuls piliers possibles pour fonder un rapport de forces solide, pour préparer les assauts contre la classe ennemie et le renversement définitif d'un monde pourrissant.

Au cœur de la précédente vague révolutionnaire de 1917-23, d'immenses faiblesses et de très graves incompréhensions se sont exprimées dans le mouvement ouvrier en Europe occidentale sur la question syndicale et sur les formes d'organisation de la lutte.

Cela a pesé lourdement dans l'échec de l'extension du mouvement d'émancipation de la classe ouvrière à l'échelle mondiale. La défaite fut terrible et tragique. C'est au prix fort de la contre-révolution - sous ses avatars aussi bien "démocrates", que staliniens ou fascistes - et de la guerre mondiale que la classe ouvrière versa partout le tribut de ses illusions de l'époque. Les profonds ravages creusés par cette expérience historique ne doivent pas être ensevelis. C'est en mettant à nu les erreurs du mouvement ouvrier, c'est en sachant déchiffrer dans le passé les leçons cruciales, que nous serons capables de reconnaître les chausse-trappes du capitalisme dès qu'on s'avance à nouveau vers l'ennemi et que nous serons en mesure d'éviter que des faillites ne surviennent dans l'édification de la société d'avenir sans classe et sans exploitation.

Les conseils qui surgirent en Italie en 1919-1920 prétendaient se référer à la jeune expérience des soviets en Russie (organes politiques du pouvoir prolétarien et levier de la transformation révolutionnaire de la société), ils n'en étaient pourtant que la caricature, et même l'antithèse.

Ils furent déformés dès leur formation, leur esprit fut trahi dès leur origine par la main-mise et le contrôle syndical qui s'y affirma. En ces circonstances, les syndicats italiens donnèrent les gages probants de leur intégration comme instruments du pouvoir capitaliste, du pouvoir d'Etat. Les "conseils d'usine" servirent de modèle à un nouveau type de mystification : la gestion ouvrière du capitalisme. Ils furent des tombes creusées pour enterrer l'élan révolutionnaire qui s'était affirmé en Italie dès avant la fin de la guerre. Les fossoyeurs furent les syndicats.



Après la mitraille qui accueillit les premières grèves, le gouvernement italien changea de tactique et s'appuya sur les syndicats pour contrer la montée révolutionnaire. Ceux-ci, en pleine érosion d'effectifs et ayant perdu beaucoup d'influence, trouvèrent avec les conseils d'usine à la fois une occasion de reconquérir force et prestige dans les rangs ouvriers et un terrain efficace pour piéger la classe ouvrière.

Les prolétaires se retrouvèrent enfermés dans les usines en train de gérer la production pour "combattre la crise du pays" et ligotés dans le localisme le plus exacerbé.

En ce sens, le livre de Michel Burnier, "Fiat : Conseils ouvriers et syndicat", paru en 1980 aux Editions Ouvrières, qui retrace l'histoire de la FIAT et ses expériences de luttes ouvrières de 1920 à aujourd'hui, apporte une riche documentation. Si nous nous limitons ici aux expériences des conseils d'usine en 1920, c'est d'une part que l'ampleur de la période aurait exigé une analyse beaucoup plus longue et détaillée, d'autre part, qu'a été choisie la période la plus significative pour aller à l'essentiel. En effet, les grèves et les occupations de 1919-1920 ont été un "modèle" qui a longtemps marqué (notamment lors de "l'automne rampant" italien en 1969) et marque encore les luttes à la FIAT aussi bien pour les tactiques syndicales que pour les points d'appui des illusions qui obscurcissent encore la conscience ouvrière.

L'ouvrage de référence n'ayant pas d'autre intérêt que documentaire, l'examen critique des prises de position de l'auteur a été délibérément sacrifié. Ce dernier, en anarcho-syndicaliste bon teint se borne à émailer au fil des pages les faits d'annotations complaisantes à prétention théorique envers le refus du travail, les "nouvelles formes

d'autogestion" (auto-réductions, par exemple) et autres gadgets passés de mode pouvant servir de vernis à un syndicalisme "new-look" en s'abstenant de tirer la moindre leçon sérieuse des expériences ouvrières.

UNE CARICATURE DE CONSEIL OUVRIER

La capacité d'adaptation des syndicats ne date pas d'aujourd'hui... en 1920, en Italie, conscients des limites de leur capacité d'encadrement, les syndicats Fiom et CGL vont promouvoir un mouvement de Conseils afin d'élargir leur contrôle sur la classe ouvrière. Ces syndicats s'étaient rendus compte qu'il n'était pas possible d'intégrer les masses prolétariennes en ébullition dans les organismes "de métier".

Par le biais de Conseils "d'usine", dans l'esprit de l'Ordine Nuovo de Gramsci, ils vont cantonner la lutte à des problèmes d'usine : pour une meilleure adaptation du Taylorisme, pour rendre soucieux du rendement les ouvriers, pour autogérer, etc. A la tête de ces conseils : des syndicalistes qui les représentaient auprès du gouvernement.

Ces conseils de 1920, caricatures trompeuses des soviets russes de 17, étaient des organes para-syndicaux, organisés, contrôlés et supervisés au niveau national par les appareils syndicaux.

Fait symptomatique, les commissaires de département mis à la tête des conseils, doivent obligatoirement être syndiqués; ne sont donc éligibles que des membres du syndicat alors que la concession du droit de vote dans les conseils aux non-syndiqués n'est acquise que de justesse à la conférence syndicale des métallos de Turin en novembre 1919. La déclaration de principe du programme des commissaires, publiée dans la revue "Ordine Nuovo" vaut d'ailleurs d'être citée :

"- les commissaires sont les seuls et vrais représentants sociaux de la classe prolétarienne, parce qu'ils sont élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur le poste même de travail..."

- les ouvriers unis dans le système des conseils reconnaissent l'utilité des syndicats de métier et d'industrie... et la nécessité qu'ils continuent à organiser les catégories spécifiques de travail pour obtenir des améliorations de salaire et d'horaires, tant que subsiste la concurrence capitaliste sur le marché du travail. Les syndicats représentent l'union supérieure des travailleurs... ils doivent organiser tous les ouvriers.

- les ouvriers organisés par les conseils acceptent que la discipline et l'ordre des mouvements économiques partiels ou collectifs, soient fixés par les syndicats, mais à la condition que les directives des syndicats soient établies par les commissaires d'usine en tant que représentants de la classe travailleuse.

- les commissaires veulent la fusion dans un syndicat national unique de tous les organismes d'un ensemble catégoriel non confédéré... (Burnier, pp. 37-38).

C'est clair : le commissaire est chargé de représenter les directives syndicales auprès des travailleurs et non pas les directives ouvrières.

suite p.6

REVOLUTION INTERNATIONALE est la publication en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Nos Positions:

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" - partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une ruée impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.